

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2006-2007

24 OCTOBRE 2006

Proposition de résolution relative à la promotion et à l'extension des programmes « vacances-travail » à l'étranger pour les jeunes

(Déposée par Mme Margriet Hermans et M. Patrik Vankrunkelsven)

DÉVELOPPEMENTS

Introduction

Le 15 juin 2006, le Sénat a approuvé l'accord conclu entre la Belgique et le Canada relatif à la mise en place de programmes « vacances-travail » pour les jeunes.

La sénatrice Hermans, qui était rapporteuse du projet portant assentiment à cet accord, estime qu'il s'agit d'une bonne initiative, qui nécessite un suivi.

Le but de cet accord est en effet de permettre à des jeunes des deux pays en question, âgés de 18 à 30 ans, de se rendre dans l'autre pays pour un séjour de vacances d'une durée maximale de douze mois.

Cet accord donne aussi aux jeunes l'occasion d'exercer un travail afin de pouvoir financer eux-mêmes une partie de leurs vacances.

Contrairement à l'Australie, par exemple, qui le fait fréquemment, c'est la troisième fois seulement que notre pays conclut un tel accord (l'Australie et la Nouvelle-Zélande étant les deux autres pays partenaires de la Belgique). Ces accords contiennent traditionnellement des dispositions concernant l'octroi du visa, les permis de travail, l'égalité de traitement en ce qui concerne les droits et les devoirs prévus par la législation en matière de travail et de sécurité sociale ainsi que les dispositions habituelles relatives à la suspension, à la dénonciation et à l'entrée en vigueur de l'accord.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2006-2007

24 OKTOBER 2006

Voorstel van resolutie betreffende het promoten en verder uitbouwen van werkvakantie programma's in het buitenland voor jongeren

(Ingediend door mevrouw Margriet Hermans en de heer Patrik Vankrunkelsven)

TOELICHTING

Inleiding

De senaat keurde op 15 juni 2006 de Overeenkomst tussen België en Canada goed inzake het opzetten van werkvakantie programma's voor jongeren.

Senator Hermans was rapporteur van deze Overeenkomst en zij meent dat dit een goed initiatief is dat navolging behoeft.

Het doel van deze Overeenkomst is immers jongeren uit de beide landen, tussen 18 en 30 jaar oud, de kans te geven in het andere land een vakantie van maximum 12 maanden door te brengen.

Dankzij deze overeenkomst krijgen jongeren de gelegenheid om te werken teneinde een deel van hun vakantie zelf te kunnen financieren.

In tegenstelling tot bijvoorbeeld Australië, dat frequent dergelijke verdragen afsluit, is dit voor ons land slechts het derde verdrag van dit type (Australië en Nieuw-Zeeland zijn de andere twee landen waarmee België een akkoord heeft gesloten). Deze Overeenkomsten bevatten traditioneel bepalingen inzake visumtoekenning, arbeidsvergunningen, gelijke behandeling wat betreft rechten en plichten op het gebied van arbeidswetgeving en sociale zekerheid en de gebruikelijke bepalingen inzake opschorting, opzegging en inwerkingtreding.

Les voyageurs (en particulier ceux qui partent sac au dos) finissent, avec le temps, par bien connaître les jeunes gens des pays anglo-saxons (en particulier, les Australiens, mais aussi les Canadiens et les Néo-Zélandais).

En Europe aussi, ils se font remarquer par leur assurance et leur débrouillardise. Le fait de donner aussi, désormais, aux jeunes Belges qui effectuent un séjour au Canada la possibilité de rembourser plus aisément leur voyage (ou de se constituer une réserve financière en vue d'une prochaine étape) est indéniablement une bonne chose.

Ce sont les autorités canadiennes qui, par l'entremise de leur ambassade à Bruxelles, ont pris l'initiative, en janvier 2003, de proposer à notre pays d'engager des négociations en vue de conclure un tel accord.

Les auteurs de la présente proposition de résolution considèrent qu'il est important de donner autant que possible à tous les jeunes la possibilité de découvrir d'autres régions du monde. En leur permettant d'exercer un travail dans le pays d'accueil, on met la découverte de notre monde globalisé à la portée de tout un chacun.

Par la présente proposition de résolution, les auteurs souhaitent demander au gouvernement d'accomplir un effort supplémentaire — surtout diplomatique — en faveur des jeunes.

Cette résolution vise, plus concrètement, à faire en sorte qu'à l'instar du Canada, notre pays engage des négociations avec un maximum de pays afin de mettre en place des programmes «vacances-travail» pour les jeunes dans le plus grand nombre de pays possible. Il faut aussi créer un site d'information numérique pour les jeunes et répondre au besoin d'informations claires et précises.

En ce qui concerne la mise en place de programmes «vacances-travail», la Belgique doit adopter une attitude proactive et jouer pleinement la carte de l'échange de jeunes.

Elle ne doit donc pas attendre que les pays frappent à sa porte pour mettre sur pied des programmes «vacances-travail» pour les jeunes: il faut qu'elle s'emploie à les promouvoir activement elle-même dans le plus grand nombre de pays possible.

M. Benoit De Wael, qui travaille pour le WEP — le «*World Education Program Working Holidays*» — qui organise toutes sortes de voyages éducatifs à l'intention des jeunes, estime que les programmes «vacances-travail» sont la formule de l'avenir.

Cet accompagnateur enthousiaste précise à propos des voyages en question que ceux-ci peuvent aller des programmes d'échange traditionnels permettant à des jeunes de moins de 18 ans de fréquenter l'enseigne-

Reizigers (vooral zij die met de rugzak rondtrekken) kennen de jongeren uit de Angelsaksische landen (vooral dan Australiërs, maar ook Canadezen en Nieuw-Zeelanders) onderhand wel.

Ook in Europa zijn zij diegenen die opvallen door hun assertiviteit en hun «plantrekkerij». Dat nu ook Belgische jongeren in Canada de kans wordt geboden hun reis makkelijker terug te betalen (of een financiële marge op te bouwen voor een volgende etappe) is ontegensprekelijk een goede zaak.

Het zijn de Canadese autoriteiten die, door tussenkomst van hun ambassade te Brussel, in januari 2003 het initiatief hebben genomen om onderhandelingen aan te vatten met het oog op het sluiten van een dergelijke overeenkomst.

De indieners van dit voorstel van resolutie vinden het belangrijk dat alle jongeren zo veel mogelijk de kans krijgen om andere werelddelen te ontdekken. Doordat de jongeren in het gastland kunnen werken, ligt het verkennen van onze geglobaliseerde wereld binnen ieders bereik.

Met dit voorstel van resolutie willen de indieners aan de regering een bijkomende — vooral diploma-tieke- inspanning vragen ten bate van de jongeren.

Meer concreet wil deze resolutie bekomen dat -naar het Canadese voorbeeld- er bij zo veel mogelijk landen onderhandelingen worden aangevat om werk-vakanties voor jongeren mogelijk te maken in zo veel mogelijk landen. Tevens moet er werk worden gemaakt van een digitaal informatiepunt voor jongeren en moet er tegemoet worden gekomen aan de behoefte naar duidelijke, overzichtelijke informatie

België moet inzake het opzetten van werkvakantie programma's een proactieve houding aannemen en voluit de kaart van de uitwisseling van jongeren trekken.

België moet dus niet wachten tot de landen bij hun deur aankloppen om werkvakanties voor jongeren op te zetten, doch zelf actief werkvakanties promoten in zo veel mogelijk landen.

«*Working holidays zijn de toekomst*» aldus de heer Benoit De Wael. Hij werkt voor WEP, het *World Education Program* dat allerhande «studiereizen» voor jongeren organiseert.

«*Dat gaat van traditionele uitwisselingsprogramma's waarbij min 18 jarigen een jaartje secundair onderwijs gaan volgen in een ander land en bij een gastgezin verblijven, tot natuurvrijwilligerswerk.*

ment secondaire pendant un an dans un autre pays en séjournant dans une famille d'accueil, jusqu'au travail de bénévolat dans un chantier nature. Il ajoute que les jeunes qui sont majeurs peuvent accomplir un travail de bénévolat durant quelques semaines ou quelques mois dans un parc national en Australie, par exemple.

Les auteurs estiment que chaque jeune devrait pouvoir vivre cette expérience incroyablement enrichissante, quelle que soit la situation financière de ses parents.

La Belgique devrait également promouvoir davantage auprès des jeunes les programmes «vacances-travail» existants car tous n'en connaissent pas l'existence.

Avec quels pays la Belgique a-t-elle déjà conclu un accord ?

Outre l'accord conclu avec le Canada, qui doit encore être approuvé par la Chambre, il y a, d'une part, l'accord signé à Canberra, le 20 novembre 2002, par la Belgique et l'Australie et, d'autre part, l'accord signé à Bruxelles, le 23 avril 2003, par la Belgique et la Nouvelle-Zélande.

Les accords avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont les premiers à avoir été conclus par la Belgique. Jusqu'en 2002, en effet, celle-ci n'avait négocié aucun accord de ce genre avec aucun pays.

L'objectif de ces accords est connu: il s'agit de donner à de jeunes Belges (de 18 à 30 ans) la possibilité de voyager en Australie ou en Nouvelle-Zélande et à de jeunes Australiens ou Néo-Zélandais (de la même catégorie d'âge) de venir en Belgique afin d'y séjourner pour une durée maximale d'un an.

Au cours de leur séjour, les jeunes en question ont l'occasion de se familiariser avec le mode de vie du pays d'accueil. Ces accords ont donc pour objectif principal de permettre à des jeunes qui remplissent les conditions requises de passer des vacances dans un autre pays.

De plus, ils leur donnent la possibilité de compléter les moyens financiers dont ils disposent en exerçant un travail.

Ces accords (*Moniteur belge* du 6 septembre 2004) fixent les conditions auxquelles les jeunes doivent répondre pour pouvoir s'inscrire à un programme «vacances-travail» ainsi que la procédure à suivre pour obtenir le visa requis. Ces accords mentionnent aussi les droits et les devoirs qui s'appliquent aux ressortissants de chacun des pays en question lorsqu'ils séjournent sur le territoire de l'autre pays dans le cadre de ce régime «vacances-travail». Si, à la lecture de la présente proposition, des jeunes se sentent des fourmis dans les jambes, les auteurs les renvoient, pour de plus

Meerderjarige jongeren kunnen enkele weken of maanden vrijwilligerswerk gaan doen in een nationaal park in Australië, bijvoorbeeld.», aldus de enthousiaste begeleider.

De indieners vinden dat elke jongere, wars van de financiële situatie van hun ouders, deze ongelooflijk verrijkende ervaring moet kunnen meemaken.

België moet de bestaande werkvakantieprogramma's ook beter promoten bij de jongeren, aangezien niet iedereen het bestaan van deze programma's kent.

Met welke landen werd reeds een overeenkomst afgesloten ?

Eenzijds is er, naast de overeenkomst met Canada die nog door de Kamer moet worden goedgekeurd, de in Canberra op 20 november 2002 door België en Australië ondertekende Overeenkomst en, anderzijds, de in Brussel op 23 april 2003 door België en Nieuw-Zeeland ondertekende Overeenkomst.

De Overeenkomsten met Australië en Nieuw-Zeeland waren de eerste die ooit hieromtrent werden afgesloten door België dat tot 2002 met geen enkel land over een soortgelijke overeenkomst had onderhandeld.

Het doel van deze Overeenkomsten is gekend: jonge Belgen (van 18 tot 30 jaar) de mogelijkheid geven om naar Australië of Nieuw-Zeeland te reizen en jonge Australiërs of jonge Nieuw-Zeelanders (van dezelfde leeftijdscategorie) in de mogelijkheid te stellen naar België te reizen voor een verblijf van maximum één jaar.

Tijdens deze periode krijgen de jongeren in kwestie de gelegenheid om de leefwijze in het gastland te leren kennen. Hoofddoel van de Overeenkomsten is dan ook jongeren die hiervoor in aanmerking komen in de gelegenheid te stellen in een ander land «vakantie te houden».

Daarnaast wordt hun de mogelijkheid geboden de financiële middelen waarover ze beschikken aan te vullen middels het verrichten van arbeid.

Deze Overeenkomsten (*Belgisch Staatsblad* van 6 september 2004) bepalen de voorwaarden waaraan deze jongeren moeten voldoen om zich voor een werkvakantieprogramma in te schrijven en bepalen eveneens welke werkwijze moet worden gevolgd met het oog op het verkrijgen van de nodige visa. Ze vermelden bovendien de rechten en plichten die van toepassing zijn op onderdanen van elk van de desbetreffende landen, wanneer ze in het kader van deze regeling van «werkvakanties» op het grondgebied van de andere Partij verblijven. Voor de

amples informations concernant les accords en vigueur, aux sites Internet suivants (l'Australie, la Nouvelle-Zélande et, sous peu, le Canada) :

— En ce qui concerne l'Australie : <http://www.immi.gov.au/>

— En ce qui concerne la Nouvelle-Zélande : <http://www.immigration.govt.nz/migrant/stream/work/workingholiday/>

— En ce qui concerne le Canada, l'accord doit encore être approuvé par la Chambre. Les jeunes qui seraient intéressés peuvent d'ores et déjà consulter le site Internet suivant : <http://www.senate.be/www/?Mlval=/publications/viewPub.html&COLL=S&LEG=3&NR=1656&PUID=50334812&LANG=nl>

Vers la mise en place d'un réseau de pays pour des séjours «vacances-travail» et vers une promotion active de ces programmes

— Il faut étendre les programmes «vacances-travail» existants à un plus grand nombre de pays.

Jusqu'à présent, les accords relatifs aux séjours «vacances-travail» ont chaque fois été élaborés à la demande de pays tiers. Le plus récent, conclu avec le Canada, n'échappe pas à la règle puisqu'en l'espèce, c'est le Canada qui a effectué les premières démarches.

Les auteurs de la présente proposition sont d'avis qu'il faut autant que possible permettre aux jeunes de voyager et travailler à l'étranger pour une période déterminée.

Un grand nombre des pays qui nous entourent s'emploient déjà à rechercher d'une manière proactive d'autres pays non membres de l'Union européenne qui seraient également favorables à ces programmes d'échange de jeunes.

Ainsi, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont déjà conclu des accords relatifs aux séjours «vacances-travail» avec toute une série de pays non membres de l'Union européenne, dont le Japon (1).

L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont passés maîtres dans la conclusion de ce type de traités.

En effet, l'Australie a déjà conclu des accords avec l'Argentine, le Canada, le Chili, plusieurs États membres de l'Union européenne, la Région administrative spéciale de Hong-Kong de la République populaire de Chine, le Japon, la République de Corée, la Malaisie, la Norvège, Taiwan et l'Uruguay.

jongeren die dit voorstel zouden doornemen en het «voelen kriebelen», verwijzen de indieners alvast naar volgende websites voor meer informatie omtrent de reeds van kracht zijnde overeenkomsten (Australië, Nieuw Zeeland en binnenkort Canada) :

— Wat Australië betreft : <http://www.immi.gov.au/>

— Wat Nieuw Zeeland betreft : <http://www.immigration.govt.nz/migrant/stream/work/workingholiday/>

— Wat Canada betreft moet de overeenkomst nog worden goedgekeurd door de Kamer. Ik kan de geïnteresseerde jongeren alvast verwijzen naar : <http://www.senate.be/www/?Mlval=/publications/viewPub.html&COLL=S&LEG=3&NR=1656&PUID=50334812&LANG=nl>

Naar het opzetten van een netwerk van landen voor werkvakanties en naar het actief promoten van deze programma's

— *De bestaande werkprogramma's moeten worden uitgebreid tot meer landen*

Tot op heden werden de Overeenkomsten inzake werkvakanties telkenmale opgesteld op vraag van derde landen. Ook met het recentste verdrag, namelijk dat met Canada, blijkt dat Canada de eerste stappen heeft gezet.

De indieners van dit voorstel menen dat jongeren zo veel mogelijk de kans moeten krijgen om voor een bepaalde periode in het buitenland te kunnen reizen en werken.

Vele van onze buurlanden gaan heden reeds proactief op zoek naar andere landen buiten de EU die eveneens voorstander zijn van deze jongerenuitwisselingsprogramma's.

Frankrijk, Duitsland en het Verenigd Koninkrijk hebben aldus reeds overeenkomsten inzake werkvakanties afgesloten met een hele rits landen buiten de EU waaronder Japan (1).

Koplopers inzake het afsluiten van deze verdragen zijn Australië en Nieuw Zeeland.

Zo heeft Australië reeds verdragen afgesloten met volgende landen : Argentinië, Canada, Chili, een hele rits EU landen, Hong-Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China, Japan, the Republic of Korea, Maleisië, Noorwegen, Taiwan, Uruguay.

(1) http://www.mofa.go.jp/j_info/visit/w_holiday/index.html

(1) http://www.mofa.go.jp/j_info/visit/w_holiday/index.html

Les auteurs considèrent aussi que le séjour de jeunes ressortissants étrangers dans notre pays pendant un an, dans le cadre de ces programmes « vacances-travail », constitue un enrichissement pour notre société. Les jeunes se frottent ainsi à une multitude de modes de vie, de langues, de cultures de jeunes, etc.

Ainsi, en Chine, il y a de jeunes Australiens et de jeunes Canadiens qui enseignent l'anglais. À cet égard, on se réfèrera aussi au programme « *Teach English Overseas* », que l'Australie soutient dans le cadre des accords « vacances-travail » qu'elle a conclus avec la Chine. C'est une manière pour les étudiants chinois d'apprendre à connaître ces pays.

Pour la Belgique aussi, il est important que nos jeunes partagent des expériences positives avec d'autres jeunes non ressortissants de l'Union européenne, car cela peut renforcer l'intérêt que ces pays portent au nôtre et à sa richesse culturelle. Ces jeunes peuvent, en effet, devenir nos meilleurs ambassadeurs.

Du point de vue économique aussi, ces échanges ont leur utilité. Notre économie dépend de notre capacité à promouvoir nos produits à l'étranger. Pour que nos exportations continuent à conquérir des parts de marché, il faut que nos jeunes compatriotes apprennent à bien connaître nos partenaires économiques. Outre les échanges traditionnels dans le cadre des études, les programmes « vacances-travail » offrent à nos jeunes une piste supplémentaire pour se familiariser avec les nouveaux « tigres » et leur culture.

L'élément essentiel de ces programmes « vacances-travail » est qu'ils donnent à des jeunes la possibilité de découvrir le monde, indépendamment de la situation financière de leurs parents.

Selon M. De Wael, du « *World Education Program* », le système des programmes « vacances-travail » met les voyages lointains à la portée d'un plus grand nombre de jeunes car, même si ceux-ci disposent d'un budget limité, qu'ils peuvent compléter en exerçant, entre autres, un travail saisonnier, ils peuvent réaliser le voyage de leurs rêves.

Les auteurs estiment également que cette formule de « travail » doit être interprétée au sens large. Les stages et le travail de bénévolat accomplis par des jeunes dans des pays non membres de l'Union européenne doivent eux aussi être valorisés.

— *Il faut promouvoir davantage les possibilités existantes en matière de séjours « vacances-travail » et fournir des informations claires*

La présente proposition vise aussi à faire en sorte que les possibilités qui existent déjà en matière de séjours « vacances-travail » ainsi que les programmes qui seront élaborés dans ce domaine — une fois que les accords en question auront été conclus — bénéficient d'une promotion plus efficace auprès des jeunes.

Ook menen de indieners dat de jongeren die uit het buitenland hier een jaar komen leven in het kader van deze werkprogramma's een verrijking zijn voor onze samenleving. Jongeren worden aldus geconfronteerd met vele leefwerelden, talen, jeugdculturen, etc.

Zo blijken jongeren uit Australië en Canada Engelse les te geven in China. Hieromtrent wordt tevens verwezen naar het « *teach English overseas* » programma dat wordt gepromoot in Australië naar aanleiding van de werkvakantie-overeenkomsten die door dat land werden afgesloten met China. Op die manier leren Chinese studenten deze landen kennen.

Ook voor België is het belangrijk dat jongeren uit landen buiten de EU positieve ervaringen delen met onze jongeren. Aldus groeit de interesse vanuit deze landen voor ons land en onze culturele rijkdom. Deze jongeren kunnen immers onze beste ambassadeurs worden.

Dit is tevens economisch zinvol. Onze economie is afhankelijk van de mate waarin we onze goederen kunnen aanprijzen in het buitenland. Opdat onze export ook in de toekomst zou blijven marktaandeel winnen is het belangrijk dat onze huidige jongeren onze economische partners goed leren kennen. Naast de traditionele studie-uitwisselingen vormen de werkvakanties een bijkomende piste voor onze jeugd om de nieuwe tijgers en hun cultuur te leren kennen.

Het belangrijkste van deze werkprogramma's, is dat jongeren de kans krijgen de wereld te ontdekken, los van de financiële situatie van hun ouders.

« *Het systeem van de werkvakanties maakt verre reizen voor meer jongeren toegankelijk.* » Aldus de heer De Wael van het World Education Program. « *Met een beperkt budget dat ze aanvullen met onder meer seizoensarbeid, kunnen ze toch de reis van hun dromen maken.* »

Tevens menen de indieners dat men dit « werken » in brede zin moet verstaan. Ook stages en vrijwilligerswerk voor jongeren in landen buiten de EU moet worden gepromoot.

— *De bestaande werkvakantie mogelijkheden beter promoten en overzichtelijke informatie geven*

Dit voorstel wil tevens bekomen dat de reeds bestaande mogelijkheden qua werkvakanties, alsook de toekomstige werkprogramma's — eenmaal deze overeenkomsten zijn afgesloten — beter worden gepromoot bij de jongeren.

Les auteurs sont d'avis que les jeunes doivent être bien informés des possibilités actuelles de combiner un séjour et l'exercice d'un travail dans un pays non membre de l'Union européenne.

Le site australien dont l'adresse est mentionnée ci-après est très détaillé et fort bien conçu du point de vue visuel : <http://www.owh.com.au/>.

On y trouve des offres d'emploi destinées aux jeunes Australiens et proposant de devenir moniteur de ski au Canada, bénévole en Afrique du Sud, barman au Royaume-Uni, enseignant en Chine, etc.

Pourquoi le gouvernement belge n'élaborerait-il pas, lui aussi, un site réservé à l'emploi et aux stages des jeunes dans des pays non membres de l'Union européenne? C'est déjà chose faite en Allemagne.

Les auteurs renvoient à ce sujet au site Internet suivant : http://europa.eu.int/youth/working/working_holidays/index_de_en.html

Il faut également que les informations soient claires.

Chaque traité est en effet différent. La preuve en est qu'en Australie, on ne peut jamais travailler plus de six mois chez le même employeur alors qu'en Nouvelle-Zélande, où un système identique existe, il en va autrement puisque, depuis peu, on peut travailler pour un seul et même employeur pendant une durée indéterminée.

Une autre différence entre les Kiwis de Nouvelle-Zélande et les Aussies d'Australie est que les premiers, à la différence des seconds, limitent à 2000 le nombre de visas de travail octroyés chaque année (1).

*
* *

Indieners menen dat de jongeren goed moeten worden geïnformeerd over de mogelijkheden die er heden reeds zijn om een reis naar een land buiten de EU te combineren met werken in het buitenland.

Volgende Australische site is alvast zeer uitgebreid en visueel zeer goed uitgekiend : <http://www.owh.com.au/>

Op deze webstek worden jobaanbiedingen voor Australische jongeren gepromoot zoals skimonitor in Canada, vrijwilligerswerk in Zuid Afrika, barman in het Verenigd Koninkrijk, lesgever in China, etc.

Waarom ook niet vanuit de Belgische regering een job- en stagesite opzetten voor jongeren in landen buiten de EU? Duitsland heeft deze heden reeds opgezet.

Zie volgende webstek : http://europa.eu.int/youth/working/working_holidays/index_de_en.html

Er is tevens behoefte aan duidelijke informatie.

Elk verdrag is immers verschillend. Getuige hiervan volgende nuance : Je mag nooit meer dan een half jaar bij dezelfde werkgever aan de slag in Australië. In Nieuw-Zeeland, waar een zelfde systeem bestaat, is dat anders : daar mag je sinds kort voor onbepaalde tijd voor één en dezelfde baas werken.

Een ander verschil tussen Nieuw-Zeeland en Australië is dat de eerstgenoemden, de Kiwi's, in tegenstelling tot de laatstgenoemden, de Aussies, het aantal werkvisa dat per jaar wordt uitgereikt, beperken tot 2000 toelatingen (1).

Margriet HERMANS.
Patrik VANKRUNKELSVEN.

*
* *

(1) http://www.standaard.be/Artikel/Detail.aspx?artikelId=DMF30062005_023

(1) http://www.standaard.be/Artikel/Detail.aspx?artikelId=DMF30062005_023

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. Constatant que le système des séjours «vacances-travail» rend d'autres régions du monde accessibles aux jeunes et ce, même si ceux-ci disposent d'un budget limité;

B. Soulignant qu'il est important que nos jeunes apprennent à connaître des jeunes originaires d'autres parties du monde et échangent avec eux des expériences positives;

C. Soulignant que les jeunes originaires d'autres parties du monde qui effectuent un séjour dans notre pays contribuent à enrichir l'environnement de vie de nos jeunes et à renforcer l'ouverture d'esprit des citoyens de notre pays;

D. Constatant que la meilleure façon pour les jeunes d'apprendre une langue est de séjourner et de travailler dans le pays d'origine de la langue en question;

E. Soulignant que les programmes «vacances-travail» doivent permettre à tous les jeunes de réaliser le voyage de leurs rêves sans se heurter à des obstacles financiers;

F. Constatant que certains autres pays de l'Union européenne ont déjà conclu des accords avec divers pays en vue de mettre en place des programmes «vacances-travail»;

G. Constatant que les programmes «vacances-travail» ont également une utilité du point de vue économique car ils permettent à un maximum de jeunes de s'ouvrir sur le monde et de se familiariser avec la langue et les coutumes d'un autre pays, et leur donnent davantage de créativité et d'assurance;

H. Soulignant que les jeunes originaires de pays étrangers qui séjournent chez nous non seulement effectuent des petits boulots mais se familiarisent aussi avec notre pays et ses produits, ce qui fait de chacun d'eux un ambassadeur auprès de son pays d'origine;

I. Constatant que les accords conclus avec les divers pays en matière d'échange de jeunes et de programmes «vacances-travail» ne sont jamais identiques et qu'il faut donc fournir des informations claires;

J. Soulignant le succès que ces programmes «vacances-travail» rencontrent déjà auprès des jeunes;

K. Constatant qu'à ce jour, les accords qui permettent ces séjours «vacances-travail» sont limités à trois pays;

L. Soulignant que les jeunes sont l'avenir de notre société et que quiconque a été jeune sait à quel point ces voyages lointains peuvent être enrichissants;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. Vaststellende dat het systeem van werkvakanties andere werelddelen voor jongeren toegankelijk maakt en dit zelfs indien ze over een beperkt budget beschikken;

B. Benadrukkend dat het belangrijk is dat onze jongeren, jongeren uit andere werelddelen leren kennen en met hen positieve ervaringen uitwisselen;

C. Benadrukkend dat jongeren, die uit andere werelddelen naar hier komen, een verrijking zijn voor de leefwereld van onze jongeren en dat zij bijdragen tot een verruiming van de geesten van de inwoners van ons land;

D. Vaststellende dat jongeren het best een taal leren door te verblijven en te werken in het land vanwaar de taal afkomstig is;

E. Benadrukkend dat werkvakanties het voor alle jongeren mogelijk maken hun droomreis te realiseren, wars van financiële belemmeringen;

F. Vaststellende dat sommige andere EU landen reeds met diverse landen overeenkomsten hebben afgesloten om werkvakantieprogramma's op te zetten;

G. Vaststellende dat werkvakanties ook economisch zinvol zijn aangezien deze programma's zoveel mogelijk jongeren toelaten om het venster op de wereld open te zetten, om de taal en de gewoontes van een ander land te leren kennen en creativiteit en durf aanmoedigen;

H. Benadrukkend dat jongeren die vanuit andere landen naar hier komen niet alleen hier bijklussen, doch eveneens het land en zijn producten leert kennen en aldus van elk van hen ambassadeurs maakt bij hun respectieve landen van oorsprong;

I. Vaststellende dat de overeenkomsten met de diverse landen inzake de uitwisseling van jongeren en de werkvakantieprogramma's nooit identiek zijn en er dus een behoefte is aan duidelijke informatie;

J. Benadrukkend, het succes dat deze werkvakantieprogramma's heden reeds hebben bij jongeren;

K. Vaststellende dat de overeenkomsten die deze werkvakanties toelaten tot op heden beperkt zijn tot drie landen;

L. Benadrukkend dat de jongeren de toekomst zijn en gezien iedereen die jong is geweest weet hoe verrijkend verre reizen kunnen zijn;

M. Soulignant que l'ouverture et la diversité d'une société contribuent au renouveau économique de celle-ci;

Demande d'urgence au gouvernement :

1. de dresser, dans les six mois suivant l'approbation de la présente résolution, une liste des pays non membres de l'Union européenne qui se montrent intéressés par la conclusion d'accords avec notre pays en vue de la mise en place de programmes « vacances-travail » pour les jeunes;

2. de soumettre chaque année à ce sujet au Sénat un rapport présentant l'état d'avancement des actions entreprises en vue de la conclusion effective d'accords relatifs à des programmes « vacances-travail »;

3. de promouvoir systématiquement les programmes « vacances-travail » auprès de pays potentiellement intéressés;

4. de donner, dans les programmes « vacances-travail », une définition la plus large possible du concept « travail » afin de pouvoir y inclure aussi, dans la mesure du possible, les stages et le bénévolat;

5. de concevoir autant que possible un schéma et un contenu identiques pour tous les accords relatifs aux programmes « vacances-travail »;

6. de créer un site d'information numérique centralisant l'ensemble des informations relatives aux accords en matière de programmes « vacances-travail » et présentant celles-ci d'une manière claire et précise, en tenant compte du mode de vie du groupe cible, c'est-à-dire des jeunes de 18 à 30 ans;

7. d'organiser à l'intention des jeunes, en collaboration avec les différentes communautés, des campagnes d'information régulières au sujet des programmes « vacances-travail »;

8. de promouvoir également les programmes « vacances-travail » dans les pays avec lesquels nous avons conclu ces accords afin de parvenir à un véritable échange de jeunes et à échanger nos cultures respectives.

29 juin 2006.

M. Benadrukkende dat de openheid en de diversiteit van een samenleving bijdragen tot de economische vernieuwing van deze samenleving.

Vraagt met spoed aan de regering :

1. Om binnen de zes maanden na goedkeuring van deze resolutie een lijst op te stellen van de landen buiten de Europese Unie die interesse vertonen voor het afsluiten van Overeenkomsten met ons land inzake het opzetten van werkvakantieprogramma's voor jongeren;

2. Om hieromtrent jaarlijks een voortgangsrapport neer te leggen in de Senaat waarbij een stand van zaken wordt gegeven van de vorderingen inzake het effectief afsluiten van overeenkomsten inzake werkvakantieprogramma's;

3. Om de werkvakantieprogramma's systematisch te promoten bij potentieel geïnteresseerde landen;

4. Om in de werkvakantieprogramma's de term « werken » zo breed mogelijk te definiëren teneinde eveneens stages en vrijwilligerswerk waar mogelijk onder deze noemer te laten vallen;

5. Om de Overeenkomsten inzake werkvakantieprogramma's zo veel mogelijk volgens eenzelfde stramien en inhoud op te stellen;

6. Om een digitaal informatiepunt op te zetten waarbij alle informatie inzake de overeenkomsten inzake werkvakantieprogramma's wordt gecentraliseerd en op een overzichtelijke en eenvoudige wijze wordt voorgesteld en waarbij rekening wordt gehouden met de leefwereld van de doelgroep, *in casu* de jongeren tussen de 18 en de 30 jaar;

7. Om een regelmatig weerkerende informatiecampaagnes op te zetten gericht tot jongeren, inzake de werkvakantieprogramma's in samenwerking met de diverse Gemeenschappen;

8. Om de werkvakantieprogramma's ook te promoten in de landen waarmee we deze overeenkomsten hebben afgesloten, teneinde te komen tot een echte uitwisseling van de jongeren en de diverse culturen.

29 juni 2006.

Margriet HERMANS.
Patrik VANKRUNKELSVEN.